

---

**INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET CONFLITS DANS LES ETATS DU BASSIN DU LAC TCHAD****\*Kitibitibi Selemani**

Chef de Travaux à l'Université de Likasi en RD Congo

**Received 18<sup>th</sup> February 2025; Accepted 20<sup>th</sup> March 2025; Published online 14<sup>th</sup> April 2025**

---

**Abstract**

Situé au Nord-Ouest de l'Afrique, la région du bassin du lac Tchad, composée de Nigéria, Niger, Tchad, Cameroun et la République Centrafricaine est déclarée par plusieurs « déchirée » par divers conflits armés. Les conflits et les déplacements ont érodé parfois brisé les liens intercommunautaires et intracommunautaires et a moins d'efforts. Les conflits sont caractérisés par une escalade de la violence y compris des attaques ciblant délibérément ces conflits entravent ainsi l'accès à l'aide humanitaire. La présence des IDE dans la région, constitue un ensemble des réseaux financiers et commerciaux qui semblent être à la base de ces conflits. Ces guerres qui ne se propagent dans les Etats du bassin du lac Tchad sont souvent des guerres cibles sans sécession entraînant une partition du facto des Etats.

**Keywords:** Investissement direct étranger, Conflit, Etats, Lac Tchad.**INTRODUCTION**

Plusieurs crises qui frappent depuis plus de deux décennies les Etats du bassin du lac Tchad sont surtout liées aux facteurs économiques. Ainsi, la diversité d'investissements directs étrangers, la sécheresse du volume d'eau dans le lac sont les principaux qu'il faut retenir. La raison liée aux IDE se justifie par l'exploitation des ressources naturelles du bassin sans en faire cas de remplacement ou de mesures préventives aux aménagements de l'écosystème. Ainsi, les états du bassin du lac ont accueilli depuis des années des investissements directs étrangers dont la place des populations n'a plus à espérer. Cette question qu'il est une urgence nous permet d'identifier un conflit entre IDE et population, mais aussi ceux dus à la non-exécution des projets des IDE envers la population, surtout l'expropriation des sols, notamment le lieu sacré des ancêtres, les cimetières, etc. En effet, comme le dit Aron (1984), ou de manière moins finalistes, ayant des comportements remettant en cause leurs intérêts réciproques, les acteurs développent ainsi une confrontation à cause de la divergence d'intérêts. Il s'agit dans les Etats du bassin du lac Tchad d'une forme de relation sociale, alternative à d'autres, comme la coopération entre certains acteurs ou l'évitement d'autrui. Ainsi, ces conflits sont différenciables en fonction de leur échelle spatiale (du local au mondial) de leur intensité (de la tension à la guerre) et de leur objet : politique, ressource, environnement, comme c'est le cas des IDE dans le bassin du lac Tchad. Le conflit, pour Bazin et Terray (1982), suppose le scénario d'un duel, d'un face-à-face entre deux adversaires déclarés, d'un affrontement ouvert et risqué entre deux volontés autonomes ou du moins se percevant comme telles. De nos jours, plus d'une observation tente de démontrer que les investissements étrangers sont pour beaucoup dans les conflits des Etats d'Afrique en général et en particulier dans le Bassin du lac Tchad. Les exploitations des matières sont ainsi la clé de voûte à la base de cette question aussi épineuse. D'où, la question de savoir pourquoi les investissements directs étrangers sont-ils à la base des conflits dans les Etats du bassin du lac Tchad ?

**RESULTATS ET DISCUSSION****Théorie de référence**

La théorie d'investissement direct reste juste un chantier. Elle se définit sur la compétitivité et la gouvernabilité, deux principes qui tendent vers une théorie de l'investissement direct étranger.

**a. La théorie de la gouvernabilité**

Remise en vague vers années 70, elle appelle le concept opposé de l'ingouvernabilité ; il faut faire référence au pouvoir ou non-pouvoir, à la capacité quasi physique de gouverner, c'est-à-dire d'imposer des actions politiques à l'ensemble de la société.

Pour Jean Leca (1985), telle société ingouvernable, eu égard au fonctionnement de ses institutions politiques (instable, corrompu et inefficace), peut à d'autres égards bien « gouverner », c'est-à-dire « fonctionner » par d'autres mécanismes (les entreprises, les groupes d'intérêts, les réseaux de la solidarité familiale, par exemple) et enregistrer de succès dans la production économique (mais aux bénéfices de qui ?). Une société ingouvernable ou non-gouvernable connaît-elle un degré d'anormalement élevé d'instabilité et insécurité ? Mais là encore l'instabilité de quoi et insécurité de qui ? De plus, la mesure de ces deux phénomènes varie grandement en fonction de perception collective prélevant à un moment donné dans une société accoutumée à un niveau faible de violence civile, peut conduire à un sentiment des fortes insécurités si ces individus se trouvent confrontés à une classe dangereuse distincte par son niveau et son style de vie qui soit financière ou politique.

Ainsi, la théorie de l'ingouvernabilité impose des conditions défavorables aux populations de par son système étranger. Le cas de l'investissement direct étranger dans les Etats du bassin du lac Tchad, révèle l'applicabilité la plus fiable de cette théorie. Les conflits qui déchirent le bassin et ses Etats sont un phénomène ingouvernable dû à la présence des IDE face à une

---

**\*Corresponding Author: Kitibitibi Selemani,**

Chef de Travaux à l'Université de Likasi en RD Congo.

société accoutumée à un niveau faible de violence civile, une accumulation d'individus isolés à cause des conflits.

Pour l'IDE, l'approche d'ingouvernabilité, contraire à la gouvernabilité, le conflit c'est avant tout les sentiments de l'inclusion d'un avenir fermé, d'un chômage endémique. Alors que pour les Etats du bassin, les conflits bouchent l'horizon, affecte toute évaluation du bon gouvernement. D'où, un impact négatif de l'IDE dans les conflits du bassin du lac Tchad, du fait de l'ingouvernabilité des actes, des décisions et des politiques des IDE dans cette sous-région africaine. Cette ingouvernabilité déclenche des limites dans la gestion du conflit qu'il impose sur la population par la non-application des projets envers la population et leurs Etats. L'ingouvernabilité démontre ainsi le contournement des politiques economico-financières sur les investissements directs étrangers qui sont devenues insaisissables. L'ingouvernabilité imprime également l'existence des certaines limitations dans l'exécution des projets, ainsi que la réduction de l'espace des décisions et contrôle économiques par les Etats du bassin. L'ingouvernabilité consacre le déséquilibre entre l'intérêt de la population et celui de l'IDE sur un territoire souverain et indépendant.

### b. La théorie de la compétitivité

La théorie de la compétitivité concourt à la concurrence. La concurrence définit une ligne de rapports entre les acteurs de la vie économique caractérisée par la liberté de contracter de commerce, de circuler et la concurrence pousse les personnes, les entreprises et les marchés à utiliser leurs ressources de façon optimale et sortir de sentiers bâtis pour élaborer des nouvelles façons de faire des affaires et d'attirer les clients. En plus d'augmenter la productivité, elle permet d'améliorer le niveau de vie. Mais dans les Etats du bassin du lac Tchad, cette compétitivité est influencée par le financement qu'accordent les mécanismes étrangers aux Etats déchirés par des guerres de longue durée. C'est sous l'effet de cette compétitivité que cette sous-région est soumise aux insécurités, aux conflits, à la violence et aux risques vécus. La notion d'insécurité renvoie à l'idée de danger, dont la diversité d'appréhension et de perception complexifie la définition. Trois situations sociales traitées dans cette œuvre sont parmi les principaux facteurs d'insécurité dues à la compétitivité de l'IDE dans les Etats du lac Tchad, à savoir : le conflit, la violence et le risque.

1. **Le conflit** est une confrontation entre les acteurs, qui oppose généralement des personnes ou des groupes poursuivant des buts incompatibles (Aron, 1984), ou de manière moins finaliste, ayant des comportements remettant en cause leurs intérêts réciproques. Il s'agit d'une forme de relation sociale, alternative à d'autres comme la coopération entre certains acteurs ou l'évitement d'autrui.
2. **La violence** oppose plutôt agresseur et victime au sein d'une relation d'assujettissement. Dans celle-ci, la force tend à soumettre, contraindre ou obtenir quelque chose de quelqu'un. La violence peut donc être confondue avec l'agression physique à l'encontre d'autrui ou de ses biens, mais son sens des notions de violences structurelles et symboliques (Galting, 1969 ; Bourdiel, 1980). Parmi les formes de violence, peuvent être distinguées, les violences politiques, attachées à l'autorité et au collectif et les violences sociales ou ordinaires, exercées à un niveau plus exclusivement local et dans les relations internationales (Crettiez, 2008).

3. **Le risque** quant lui, peut être défini comme la probabilité que provient un événement entraînant des dommages. Il combine l'aléa, événement plus ou moins susceptible de se produire et la vulnérabilité, niveau d'impact social de cet événement. La source d'insécurité n'est pas tant le risque que l'absence d'anticipation de l'aléa et de réduction de la vulnérabilité. Un risque peut être naturel, technologique, sanitaire, alimentaire ou encore géopolitique.

*Les insécurités* ont donc les causes diverses d'autant plus que les ressources qui les animent sont soumis à l'interprétation, à la perception et à la représentation des personnes qui les vivent. Le danger au fondement de l'insécurité, se forme en effet au croisement d'une menace objectivable, d'un fait réel ou d'un risque mesurable et d'un état intérieur de peur ou d'inquiétude (Gros, 2012).

Les insécurités puisent leur nature aussi à travers leurs arènes sociales et leurs échelles spatiales, ainsi que par leur fréquence. En effet, la présence de l'IDE dans la région du bassin du lac Tchad est pour beaucoup dans l'accroissement des conflits qui s'avèrent persistants. Les insécurités causées sont d'ordre politique et économique qui ne cessent de plonger la population dans des crises alimentaires, sociales et politiques. Pourtant, les IDE comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités mais également toutes les opérations en capital ultérieur entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées qu'elles soient constituées en société. Les IDE sont généralement sur les caractéristiques économiques fondamentales des pays d'accueil : c'est l'existence et la taille du marché, la stabilité politique et économique, la libéralisation des politiques commerciales, l'état des infrastructures et des institutions. Depuis plus de deux décennies, les conflits ont été fréquents dans le bassin du lac Tchad contemporain. Les populations du bassin font face aux ravages des conflits violents de l'extrême pauvreté, du sous-développement et du changement climatique. Face à cette réalité, les IDE sont pointés par des IDE dans les groupes armés et l'expropriation, plongeant la population dans les profondes désolations.

### Les niveaux du conflit dans les Etats du bassin du lac Tchad

Les conflits qui éclatent dans la sous-région du lac Tchad se présentent à quatre niveaux. Le premier est celui qui concerne la population et le deuxième se justifie par la non-exécution des projets de l'IDE envers la population, conflits d'expropriation des milieux ancestraux de cérémonies rituelles et autres et entre IDE et Etat d'accueil.

#### a) Conflit entre IDE et population

L'exploitation des terres arables par l'IDE, au bénéfice de leurs pays d'origine, n'arrange pas la population, qui se voit déposséder de leurs richesses en qualité d'autochtones et détenteurs des terres. Ce conflit est permanent et exige des solutions imminentes, malheureusement difficiles à venir. L'IDE qui ne vise qu'une exportation des capitaux vers leurs pays d'origine, devient un acteur de coopération qui fait accroître la pauvreté des populations de la sous-région. A travers la région, des divers IDE exploitent les ressources naturelles dans la pire déception et appauvrissement de la population. Ce conflit se ramifie dans la vie politique par la théorie de la gouvernabilité, qui impose la volonté de l'IDE sur

les politiques nationales. C'est par et à travers cette pratique que la guerre du Tchad a plus de 15 ans, alors que les mécanismes divers ont été mis en marche, en vue de conduire à une ascension définitive d'hostilité. L'IDE n'encourage pas le développement ni la prospérité dans les Etats du bassin du lac Tchad, mais renforce de plus en plus l'isolement des populations suite aux conflits qui sont à la base des déplacements des populations vers des pays voisins. Les insécurités causées par BOKO Haram qui se sont ramifiées vers la République Centrafricaine, sont l'œuvre de l'IDE dans la sous-région. C'est par des enquêtes aussi pertinentes que les insécurités dans le bassin du lac Tchad ont été révélées qu'elles contribuent au facteur majeur de recomposition des sociétés dans le bassin. Peu connu, difficile d'accès, les espaces de conflits et de violences de cette région du monde peuvent être révélés sans discuter. Les Etats du bassin du lac Tchad sont confrontés à des conflits liés à l'exploitation du pétrole et de l'or. Ces conflits sont souvent complexes et multifactoriels, simplifiant divers acteurs tels que les communautés locales, les compagnies pétrolières et aurifères, les gouvernements, les groupes armés et les organisations internationales.

Voici les différentes étapes des conflits liés à l'exploitation du pétrole et de l'or par l'IDE et la population autochtone dans cette sous-région :

#### ✦ **Conflit lié à l'accès aux ressources**

Les communautés locales revendiquent souvent l'accès aux ressources naturelles telles que le pétrole et l'or qui se trouvent sur leurs terres ancestrales. Les revendications portent notamment sur la propriété des terres, les droits d'exploitations et la juste répartition des revenus générés par ces ressources.

#### ❖ **Impact environnemental**

L'exploitation du pétrole et de l'or peut avoir ou à des conséquences néfastes sur l'environnement, notamment la pollution des sols, de l'eau et de l'air, les communautés locales sont souvent affectées par ces impacts environnementaux négatifs, ce qui peut entraîner les tensions et des conflits avec les compagnies extractives et les gouvernements.

#### ❖ **Revendications socio-économiques**

Les communautés locales réclament souvent une plus grande implication dans les activités d'exploitation des ressources naturelles ainsi qu'une meilleure redistribution des revenus générés par ces activités. Elles demandent également des compensations pour les dommages causés par l'exploitation. Ces activités détruisent les sites coutumiers d'initiations, les cimetières et d'autres objets valeureux traditionnels.

#### ❖ **Violences et instabilités**

Les conflits liés à l'exploitation du pétrole et de l'or peuvent parfois dégénérer en violence, notamment entre les communautés locales, les forces de sécurité et les groupes armés. Ces violences contribuent à l'instabilité dans la région et peuvent avoir des répercussions sur la sécurité régionale.

#### ❖ **Intervention internationale**

Les conflits liés à l'exploitation du pétrole et de l'or dans les Etats du bassin du lac Tchad attirent souvent l'attention de la

communauté internationale notamment des organisations non-gouvernementales et des institutions internationales ; ces acteurs peuvent jouer un rôle dans la médiation des conflits et la promotion de solution durable. Il est important de noter que les étapes de ces conflits liés à l'exploitation du pétrole et de l'or sont interdépendantes et peuvent varier en fonction des contextes locaux spécifiques à chaque pays de la sous-région.

#### **b) Conflits de non-exécution des projets de l'IDE**

La nécessité et l'urgence du développement qui s'imposent dans tous les Etats du monde, restent le facteur mobilisateur parmi les politiques économiques dans les Etats du bassin du lac Tchad. De ce fait, pour raison de la participation de la population dans la consommation des ressources naturelles locales, une politique d'exploitation a été établie. L'IDE n'a pas seulement l'obligation de payer les taxes au taux déterminé par les services de taxation, mais il doit aussi rendre à la population des projets matériels en infrastructures sociales comme des routes, la construction des écoles, des centres hospitaliers, des pompes en eau potable et les remboursements des fonds équitables à la valeur de leurs biens comme champ, maison et autres qu'ils auraient à cause de l'exploitation par l'IDE. L'IDE de par la nature de leur fonctionnement, s'attache à une politique d'ingouvernabilité croissante. Ingouvernabilité qui crée l'opacité dans le transport de leurs fonds vers la maison mère, opacité dans le calcul du rendement, opacité sur la valeur ajoutée à payer, opacité sur les techniques et politiques financières dans le pays d'accueil, difficile à pénétrer l'arène de sa gestion. D'où, il y a inexécution des projets, parce que le gouvernement n'accède pas à la vérité du fonctionnement et les projets au bénéfice de la population demeure imperceptiblement permanent. L'IDE, prétendument instrument de développement économique, n'a pas su relever le niveau de vie dans ces pays, qui ne cessent de subir les effets et pressions malheureux dans la vie publique que celle de la population. Depuis lors, outre la croissance des conflits dans la région, nous avons constaté que l'apport de l'IDE dans le conflit est parfaitement négatif.

#### **c) Conflit d'expropriation des milieux ancestraux de cérémonies rituelles et autres**

Le conflit d'expropriation des milieux ancestraux dans le cadre des IDE dans les Etats du bassin du lac Tchad est un sujet complexe qui touche à la fois des enjeux économiques, environnementaux et culturels (Adebayo. A.G., 2020).

#### ❖ **Contexte**

La région du lac Tchad qui englobe des pays comme le Cameroun, le Tchad, le Niger, le Nigéria et la République Centrafricaine est une région riche en biodiversité et en culture. Cependant, l'augmentation des investissements étrangers notamment dans les secteurs agricoles, miniers et pétroliers a conduit à des expropriations de terres qui impactent les communautés locales et leurs pratiques culturelles y compris les cérémonies rituelles (Tchindé, A. 2019).

#### ❖ **Enjeux des expropriations**

- Perte de terres ancestrales : les populations locales se voient souvent dépossédées de leurs terres qui sont

essentielles non seulement pour leur subsistance, mais aussi pour leurs pratiques culturelles (Moussa, H., 2021)

- Impact sur les rituels et cérémonies : les sites qui sont d'importance spirituelle ou culturelle pour les communautés sont souvent détruits ou altérés, ce qui perturbe les pratiques traditionnelles (Onyango, C., 2022)
- Conflits sociaux : l'introduction de nouveaux acteurs économiques dans ces zones peut générer des tensions entre communautés locales et les entreprises ainsi qu'entre différentes communautés (Ndiaye, M., 2021).

#### d) Conflit entre IDE et Etat d'accueil

Le conflit entre l'IDE et les Etats du bassin du lac Tchad est un phénomène complexe qui s'inscrit dans un contexte socioéconomique, politique et environnemental particulier. Un aperçu de ce conflit dans le contexte de chaque Etat, nous est important pour situer les contours cycliques des conflits dans cette région.

##### ❖ Contexte du Nigeria

Le Nigeria, particulièrement dans sa région Nord-Est, est lourdement touché par les activités des IDE. Le groupe armé a émergé en tant que faction dissidente de BOKO Haram, qui a opéré dans la région depuis 2009. Les causes du conflit incluent la pauvreté, le chômage des jeunes, la corruption gouvernementale et des tensions ethniques et religieuses (Adetunji, A., 2020).

##### ❖ Contexte du Tchad

Le Tchad, qui a longtemps été en première ligne dans la lutte contre BOKO Haram, a également vu l'émergence de l'IDE. Le pays a déployé des troupes dans la région pour contenir l'instruction. Le gouvernement Tchadien a renforcé ses membres de sécurité, mais les défis socio-économiques et la présence des réfugiés nigériens exacerbent la situation (Mahomat, A., 2021).

##### ❖ Contexte du Cameroun

Le Cameroun, en particulier dans sa région de l'extrême-Nord, subit également des attaques de l'IDE. Les tensions entre les communautés de populations locales et les forces de sécurité ainsi que les déplacements des populations compliquent la gestion de la sécurité. Le pays est confronté à des défis liés à l'insurrection anglophone qui s'ajoutent à la lutte contre l'IDE (Alguin, S., 2019).

##### ❖ Contexte du Niger

Au Niger, le phénomène de l'IDE est étroitement lié à la dynamique régionale de sécurité. Le pays a connu des attaques sporadiques et fait face à des défis de gouvernance, notamment dans les zones frontalières avec le Nigéria. La coopération régionale est essentielle pour lutter contre cette menace transfrontalière (Oumarou, M., 2022).

##### ❖ Contexte de la RCA

Les IDE peuvent parfois conduire à des conflits sur l'exploitation des ressources naturelles. Les entreprises étrangères peuvent être perçues comme exploitant les ressources du pays sans bénéfices suffisants pour la population

locale, ce qui peut engendrer des tensions avec l'Etat (Le Billion, 2015). Les projets d'IDE peuvent avoir des conséquences néfastes sur les communautés locales, notamment en matière d'environnement et de droits humains. Les mouvements sociaux peuvent émerger pour contester ces projets, créant ainsi un conflit avec l'Etat qui cherche à attirer des investissements (Human Right Watch, 2018). Le conflit entre IDE et les Etats du bassin du lac Tchad est un phénomène multidimensionnel qui nécessite une compréhension des contextes locaux. Les réponses des gouvernements, bien que variées, montrent l'importance d'une approche régionale et internationale pour faire face à cette menace sécuritaire.

#### Conclusion

Les puissances économiques de ce siècle, ont dénaturé la vraie face d'aide au développement qui doit réellement faciliter le progrès ou la prospérité du pays d'accueil. Ce contrat est celui que nous fondons à partir de la présence de ce qu'on a appelé « *Investissement Direct Etranger* » dans la sous-région du lac Tchad. Cette région, mis à part ce que regorge ce lac en richesses naturelles, elle a aussi d'autres ressources qui font sa fierté. C'est depuis quelques décennies que ces IDE sont présents dans la sous-région, malheureusement accompagné par une situation belliqueuse jamais résolue. D'où, nous nous sommes posé la question de savoir pourquoi les IDE sont – ils à la base des conflits dans les Etats du bassin du lac Tchad. Partant de cette question, nous avons alors l'assurance de démontrer que l'impact de l'IDE dans le conflit n'est que négatif, parce que nos recherches ont indiqué qu'à deux niveaux, le conflit ronge d'abord le rapport entre IDE et la population, rapport qui fait état de la non-exécution des projets de développement et de la participation du peuple dans la jouissance de ses richesses. D'une part, c'est pour autant dire que ces investissements ne sont là que pour continuer à exploiter et appauvrir l'Afrique, sans en bénéficier un gain considérable pour le bien-être social ou économique des populations des pays du bassin du lac Tchad. D'autre part, l'exploitation des milieux ancestraux de cérémonies rituelles par les IDE indignent la population autochtone. Il est alors important que les Etats du bassin du lac Tchad puissent mobiliser une politique qui doit privilégier l'intérêt du peuple, au lieu de s'attacher sur des politiques commissionnaires laissant le peuple sous l'humiliation permanente.

#### REFERENCES

1. Bazin et Turray, Les conflits, PUF, Paris, 1982
2. Bourdieu, Violence et symbolique, Ed. du Seuil, Paris, 1969
3. CRETIER, Violence, PUF, Paris, 2008
4. Emmanuel Chauvin, Olivier Langois, Christian Seignobos et Catherine Baroin : Les conflits, les violences et les risques dans le bassin du lac Tchad, Karthala, 2024
5. Galtung : La violence structurelle et symbolique, Universitasverlag Potsdam, 1969
6. GROS : Les insécurités, La Découverte, 2012
7. Jean Leca : Théorie de la gouvernabilité, Revue Française de Science Politique, 1985
8. Aron R. ; Le Conflit en relations internationales, A. Colin, 1984
9. Adebayo, A.G., « *The impact of foreign Direct Investment on local communities in lake Chad Basin* », Journal of African studies, 2020, N°25

10. Tchindé, A., « *Land Expropriation and cultural Displacement in the Chad Basin* », Cultural Geographies, 2019, N°26
11. Moussa, H., « *Rituel practices and environmental change : the case of lake Chad* », international journal of environmental studies, 2021, N°79
12. Onyango, C., « *Foreign investment and the erosion of indigenous Rights in Africa: a case of study of the lake Chad region* », African journal of practical science, 2022, N°15
13. Ndiaye, M., « *The role of indigenous knowledge in the governance of natural resources in the lake Chad basin* », Journal of environmental management, 2021, N°288
14. Adenjtunji, A., « *The rise of ISWAP : An analysis of the evolution of Boko Haram* », African security review, 2020, N°29
15. Mahamat, A., « *Chad's military response to Boko Haram and ISWAP: A double-Edged sword* », Journal of conflict resolution, 2021, N°65
16. Ngwa, S., « *The impact of Boko Haram insurgency on the socio-economic development of Northern Cameroon* », West African journal of political Science, 2019, N°7
17. Oumarou, M., « *Security challenges in the Niger-Nigeria border regional: the role of ISWAP* », Journal of west African studies, 2022, N°8
18. Le Billion, A., « *The political economy of the natural resource curse in Africa: The role of the state* », African studies review, N°58
19. Human Rights Watch ; « *Central African Republic: The impact of natural resource exploitation on Human Right* », Rapport du 15 Novembre 2018

\*\*\*\*\*